

Acte rendu exécutoire après :

- transmission en Préfecture le : 21 JUIL. 2023
- publication le : 21 JUIL. 2023

Rapport présenté par G. HUG

Session ordinaire	Par visio-conférence Début : 09h30 / Fin : 10h45
Convocation, ordre du jour et rapport préparatoire transmis le	29 juin 2023
Convocation et ordre du jour publiés électroniquement le	29 juin 2023
Présidence	Gérard HUG
Secrétaire de séance	Jean-Laurent KISTLER

Délégués statutaires	16	
Délégués présents	8	Céline KERN-BORNI – Bertrand BURGER – Franck FAVRE – Gérard HUG – Claude BRENDER – Odile UHLRICH-MALLET – Christelle LEHRY – Jean-Laurent KISTLER
Procurations	6	Bertrand BURGER, procurations de Myriam PARIS et Nicolas BRUTIN Gérard HUG, procurations de Eric STRAUMANN et Lionel ROUILLON Jean-Laurent KISTLER, procurations de Yann QUIQUANDON et Philippe THENOZ
Absents non représentés	2	Lucien MULLER – Christian ZIMMERMANN

RENOUVELLEMENT DES ADJUDICATIONS DE CHASSE 2024-2031

Au cours de sa séance du 27 mars 2023, le Comité Syndical a pris acte que le Syndicat, propriétaire foncier, est tenu de définir les modalités relatives aux renouvellements des adjudications de chasse pour la période 2024-2031.

Il convient notamment de faire évoluer les pratiques de chasse afin de garantir le respect des objectifs à atteindre en termes environnementaux de l'arrêté préfectoral du 08 avril 2022, à savoir dans les zones évitées par le parti d'aménagement et celles faisant l'objet de la mise en œuvre des mesures de compensation environnementale (zones forestières, haies, prairies...) :

- Se limiter à des chasses exceptionnelles de régulation vis-à-vis des problématiques de dégâts sur les milieux naturels faisant l'objet de gestion (non atteinte des objectifs biodiversité) ;
- Proscrire les installations servant à fixer les gibiers (égrainoirs, pierres à sel, goudrons, etc.), l'idée étant d'avoir une présence raisonnée du gibier et non en surdensité ce qui pourrait entraîner d'importantes conséquences sur la qualité des milieux naturels faisant l'objet de mesures ;
- Limiter la circulation des véhicules aux voies de circulation ouvertes pour ne pas endommager les terrains sur lesquels se situent les mesures de compensation environnementale.

Dans ce contexte, il est proposé de se prononcer favorablement à la révision du découpage des lots et réserves de chasse.

Un travail est actuellement mené en ce sens avec les communes concernées. Dans le cadre de ces échanges, le Comité Syndical est invité à se prononcer sur son souhait de réserver ou non l'exercice du droit de chasse et à autoriser le Président à définir et mettre au point avec les communes concernées des conventions fixant les périmètres et modalités de l'exercice de la chasse. Historiquement, les communes encaissaient le montant total de la location de la chasse et ristournaient 25 % de la somme à l'Etablissement Public.

Le Comité Syndical, après en avoir pris connaissance et avoir délibéré,

- **RENONCE** à être réservataire du droit de chasse dans le cadre des adjudications de chasse 2024-2031 ;
- **AUTORISE** le Président à mettre au point avec les communes concernées des conventions fixant les périmètres et modalités de l'exercice de la chasse ;
- **AUTORISE** le Président à engager toutes les démarches et signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité
Pour extrait conforme

Le Président
Gérard HUG

